

L'économie et les grands courants de pensée

CHAPITRE 1

1 Généralités

A – Les problèmes posés à l'économie

L'économie est partout. Chaque jour, les sujets économiques occupent une place importante dans les médias, de sorte que certains disent que l'économie a pris le pas sur le politique. Parmi les principales questions économiques évoquées, citons les suivantes :

– *Quel est le niveau de la croissance et quelle est son évolution prévisible dans les prochains mois ?* La croissance économique est l'augmentation des volumes produits dans l'économie. Pourquoi est-ce important ? Parce que la production est entièrement distribuée sous forme de revenus, de sorte que plus de croissance, c'est plus de revenus donc une meilleure vie économique.

– *Comment cette croissance est-elle répartie ?* La production est réalisée au moyen de facteurs de production, principalement le travail et le capital. L'augmentation des revenus issus de la croissance est donc répartie entre les travailleurs et les apporteurs de capitaux. Est-elle répartie équitablement ? Quel est le rapport de force entre le facteur travail et le facteur capital ? Bien souvent, le problème de la répartition est plus important que celui de la création des richesses.

– *Les ralentissements de la croissance peuvent-ils être jugulés ?* C'est le rôle des politiques économiques que d'impulser des ressources dans le système quand la croissance ralentit. Les politiques économiques sont les politiques monétaire et de change, les politiques budgétaire et fiscale, et les politiques sociale et salariale. Quelle est leur efficacité ? La réponse est compliquée par la participation de la France à l'Union Économique et Monétaire européenne.

– *Quelles sont les solutions pour sortir du chômage de masse que l'on connaît en Europe et surtout en France ?* Faut-il accepter un peu d'inflation pour relancer le système ? Doit-on accepter de rentrer dans la spirale des baisses des salaires pour concurrencer les pays en développement ? En fait, le niveau du chômage s'explique par le mode d'ajustement des économies – ajustement par les prix (des baisses de salaire) ou par les quantités (emploi) – et

par la pertinence des politiques économiques. Les États-Unis, qui ont choisi l'ajustement par les prix et ont adopté des politiques économiques pertinentes montrent que le chômage peut être durablement faible.

– **La mondialisation est-elle responsable de tous nos maux ?** Que recouvre d'ailleurs ce concept utilisé partout et tout le temps ? Un de ses aspects est la globalisation financière qui traduit le fait que les capitaux sont parfaitement mobiles à l'échelle planétaire. Cette globalisation financière a été à l'origine des crises internationales de ces dernières années.

B – Micro-économie / Macro-économie

L'économie a donc à traiter de multiples questions :

– certaines ont trait aux individus ou aux groupes d'individus. C'est la **micro-économie**. La micro-économie s'intéresse, par exemple, à la façon dont les prix sont fixés sur un marché de biens ou de services, dans un secteur particulier. Elle va par exemple s'intéresser aux entreprises présentes sur le marché automobile, aux rapports de force entre ces entreprises, à leur relation avec les clients, etc. ;

– d'autres questions ont trait à l'économie dans son ensemble, sans distinction des entités qui la composent. C'est la **macro-économie**. La macro-économie s'intéresse, par exemple, à l'augmentation du niveau général des prix dans l'économie, c'est-à-dire à l'augmentation de tous les prix. Le marché qui l'intéresse sera non plus le marché de l'automobile mais un marché abstrait regroupant tous les marchés individuels. Ce marché a pour nom le marché des biens et services.

2 Les grands courants de la pensée économique

Depuis plus de deux siècles, la science économique est marquée par l'affrontement de deux courants, le **courant interventionniste** et le **courant libéral**. Ces deux courants semblent se rejoindre à l'aube du troisième millénaire.

A – La pensée classique (courant libéral) : fin XVIII^e – début XIX^e

1) Les principales idées

– La pensée classique repose sur la doctrine du **laisser faire, laisser passer** : liberté économique pour les individus, liberté de circulation pour les biens, le travail et le capital.

– L'individu est mu par son propre intérêt qui coïncide avec l'intérêt collectif ;

– Le système de prix et de marché est capable de coordonner l'activité des individus et des entreprises sans recourir à un organisme centralisateur (l'État). Les marchés régulent la vie économique et provoquent une croissance économique rapide.

– Le commerce extérieur est globalement bénéfique aux pays qui y participent.

2) Les principaux auteurs

- *Adam Smith* (1723-1790)

Apport principal : ***la main invisible***. Sur un marché, à la suite d'un choc, un système d'enchères se met en place durant lequel aucun échange ne doit avoir lieu. Plusieurs prix sont successivement annoncés et une main invisible guide les enchères jusqu'au point d'équilibre.

Ouvrage de référence : *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776).

- *Jean-Baptiste Say* (1767-1832)

Apport principal : ***l'offre crée sa propre demande*** (ou les produits s'échangent contre des produits). Toute production est à l'origine d'une distribution de ressources qui garantit qu'elle trouvera nécessairement un débouché. Pour Say, plus les producteurs sont nombreux et les productions multipliées, plus les débouchés sont faciles, variés et vastes.

Ouvrage de référence : *Traité d'économie politique* (1803).

- *David Ricardo* (1772-1823)

Apport principal : ***les avantages comparatifs***. Les pays disposent nécessairement d'un avantage comparatif dans un secteur, que l'avantage soit absolu (la quantité de travail incorporé à la production est moindre qu'à l'étranger dans un ou plusieurs secteurs) ou relatif (la quantité de travail incorporé est plus forte dans tous les secteurs, mais est relativement moindre dans un secteur). Dans tous les cas, les pays gagnent à l'échange (chacun dispose au final de plus de biens pour une même quantité de travail disponible).

Ouvrage de référence : *Principe de l'économie politique et de l'impôt* (1817).

B – La pensée marxiste : mi XIX^e – fin XIX^e

- *Karl Marx* (1818-1883)

Seul le travail est source de valeur. Le travail est sous-payé et les travailleurs sont exploités.

Le profit des entreprises trouve son origine dans cette situation. Il résulte de la différence entre la valeur du travail incorporé dans le produit et la valeur du travail payé.

Dans un contexte de diminution des profits liés à des investissements de plus en plus lourds, les entreprises sont incitées à produire de plus en plus. Mais les productions supplémentaires ne trouvent pas preneur du fait de la modicité des salaires. Ceci provoque une crise du système économique capitaliste et l'avènement du socialisme.

Marx est l'initiateur du mouvement ouvrier international. Il a en particulier développé le concept de classes sociales. Pour lui, *l'« histoire de la société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte des classes »* (Manifeste du Parti Communiste, 1847). Il n'existe que deux classes : les exploités et les exploités.

Ouvrage de référence : *Le capital* (1867).

C – La pensée néoclassique (courant libéral) : fin XIX^e – début XX^e

1) Les principales idées

L'individu est à la base de la société. Il obéit au **principe de rationalité**, c'est-à-dire utilise au mieux les ressources dont il dispose en tenant compte des contraintes qui s'imposent à lui. Il cherche à optimiser ses comportements. Les comportements de l'individu rationnel peuvent être traduits en équations mathématiques.

Le marché est le meilleur moyen de coordination des comportements économiques des individus. **Le marché de concurrence pure et parfaite** est le modèle de référence du système des marchés : l'État a pour seule fonction économique de garantir son existence.

Les mécanismes de prix assurent l'équilibre sur tous les marchés (biens, services et facteurs de production). Il ne peut y avoir excès d'offre d'un facteur (par exemple le travail) sauf à ce que l'État ne permette pas la réalisation de l'équilibre (par exemple avec l'instauration d'un salaire minimum).

Les producteurs n'ont pas de problèmes de débouchés. Ils n'ont à se soucier que de leur efficacité productive : produire en utilisant au mieux tous les facteurs de production disponibles.

2) Les principaux auteurs

- **Léon Walras** (1834-1910)

Apport principal : **l'équilibre général**. Tous les marchés (produits, facteurs de production, monnaie) sont interdépendants. Un seul système de prix permet d'assurer simultanément leur équilibre. Cet équilibre général tend à se produire spontanément (sous l'influence d'un commissaire-priseur, extension du concept de main invisible) et est stable.

Ouvrage de référence : *Éléments d'économie politique pure* (1874).

- **Vilfredo Pareto** (1848-1923)

Apport principal : **l'optimum**. L'optimum de Pareto caractérise une situation où il n'est plus possible d'améliorer la situation d'un agent économique sans détériorer la situation d'au moins un autre agent économique. L'équilibre de concurrence pure et parfaite est optimum au sens de Pareto.

Ouvrage de référence : *Cours d'économie politique* (1896).

- **Alfred Marshall** (1842-1924)

Apport principal : **l'équilibre partiel**. Plus pragmatique que Walras, Marshall raisonne toutes choses égales par ailleurs, c'est-à-dire en supposant que les différents marchés n'interfèrent pas de façon significative les uns avec les autres.

Ouvrage de référence : *Principe d'économie politique et de l'impôt* (1890).

D – La pensée schumpeterienne : début xx^e

- Joseph Schumpeter (1883-1950)

Le profit, qui est un surplus, découle des modifications des conditions techniques de production ou de distribution, c'est-à-dire des *innovations*. L'entrepreneur est à l'origine de ces innovations.

Les innovations expliquent le caractère cyclique de l'activité économique. Les innovations apparaissent par paquets, ou grappes. Les grappes d'innovation sont d'importance variable ce qui explique la nature différente des cycles.

Ouvrage de référence : *Les cycles des affaires* (1939).

E – La pensée keynésienne (courant interventionniste) : mi xx^e

- John Maynard Keynes (1883-1946)

Le contexte est celui d'une remise en question des conclusions néoclassiques à la suite des désordres économiques et des sévères dépressions des années 1890 et 1930.

Keynes présente une nouvelle conception de l'économie dans le but d'aider les gouvernements à prendre des mesures monétaires et fiscales qui permettent de mieux maîtriser les cycles économiques et d'en réduire les effets destructeurs.

Keynes ne rejette pas l'économie de marché. Il s'oppose aux économistes néoclassiques en particulier sur le fait que pour lui l'économie de marché laissée à elle-même ne permet pas d'assurer automatiquement le plein emploi.

En effet, la demande effective adressée aux entreprises peut être insuffisante pour assurer la pleine utilisation de tous les facteurs de production : il y a contrainte de débouchés pour les entreprises. La production s'ajustant à la demande, il y a bien équilibre, mais de sous-emploi.

Keynes préconise donc *une intervention de l'État pour réguler la demande globale de produits* de façon à l'amener à un niveau compatible avec le plein emploi. L'intervention de l'État consiste en particulier en une augmentation des investissements productifs.

Ouvrage de référence : *La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936).

Les trois décennies suivant la seconde guerre mondiale sont celles du consensus keynésien. Les principes de l'économie mixte sont acceptés partout. L'État est un acteur incontesté du jeu économique.

Plus récemment, les néo-keynésiens consolident la pensée de Keynes en lui apportant des fondements micro-économiques. Ils justifient en particulier la rigidité des prix et des salaires à la baisse, ce qui légitime la notion d'équilibre de sous-emploi. Dans un ordre d'idée similaire, les théoriciens du salaire d'efficience justifient les augmentations de salaires non par le fait qu'elles augmentent les débouchés des entreprises mais parce qu'elles réduisent *in fine* le

coût du travail. Deux raisons principales sont avancées : d'une part les hausses de salaires sont source de motivation supplémentaire pour les salariés et donc de productivité accrue, d'autre part, elles limitent la rotation de la main d'œuvre qui coûte cher aux entreprises.

F – La nouvelle pensée classique (courant libéral) : fin xx^e

1) Les monétaristes (ou économistes de l'école de Chicago)

- Auteur principal : *Milton Friedman*

Il existe un chômage naturel incompressible lié à l'inadaptation de certains travailleurs aux emplois proposés.

Les politiques économiques de régulation (prônées par Keynes) n'ont d'effets que pendant une courte période, le temps que l'illusion monétaire se dissipe. Dans ce cadre, une baisse du chômage n'est possible qu'au prix de plus d'inflation (courbe de Phillips). À long terme, le taux de chômage est fixé à son niveau naturel et seule l'inflation augmente.

L'inflation est d'origine purement monétaire. Toute tentative de relancer l'activité par une politique monétaire expansionniste a pour seul effet d'augmenter le niveau des prix.

2) Les économistes de l'offre

- Auteur principal : *Arthur Laffer*

Il faut libérer les énergies entrepreneuriales du carcan des réglementations et des prélèvements fiscaux excessifs.

Trop d'impôt tue l'impôt : des taux d'imposition excessifs ont pour effet de diminuer la motivation des agents entreprenants à travailler, et donc de réduire les recettes de l'impôt.

3) L'école des anticipations rationnelles

- Auteurs principaux : *Lucas, Sargent*

Les agents économiques prennent leurs décisions en se basant sur le meilleur modèle économique possible à leur disposition.

Ils ne sont donc pas soumis à l'illusion monétaire, même à court terme, de sorte que les politiques économiques de régulation sont au mieux inefficaces et au pire dangereuses.

G – La synthèse des courants : la croissance endogène : fin xx^e

- Auteurs principaux : *Romer, Barro*

Au milieu des années 80, certains économistes revisitent les théories de la croissance laissées en plan depuis les années 60. Les facteurs explicatifs de la croissance étaient alors au nombre de trois : le capital, le travail, et un résidu qui incorporait le progrès technique.

Les nouvelles théories enrichissent le contenu de ce troisième élément. En particulier, les auteurs considèrent que l'élément résiduel est directement lié aux décisions d'investissement. Les investissements, privés ou publics, matériels ou immatériels (formation, apprentissage, etc.) ont des effets durables importants pour la croissance au-delà des effets transitoires connus (accroissement des débouchés). En cela, la croissance est **endogène**, c'est-à-dire s'appuie sur une dynamique propre qui s'auto-entretient.

Les auteurs de ces théories, libéraux dans leur approche, réhabilitent le rôle de l'État quand celui-ci investit dans les infrastructures, dans l'éducation ou dans la santé. Il y aurait donc une place pour *l'intervention de l'État dans l'économie*, non pas à court terme par des politiques de régulation, mais à long terme par des investissements publics ou par des politiques visant à encourager l'investissement privé.

À NOTER • Le siècle économique a été marqué par la confrontation de deux courants de pensée, le courant keynésien, interventionniste, et le courant néoclassique, libéral. Les nouvelles théories de la croissance endogène permettent une relative convergence des points de vue.

3 Économie de l'offre et économie de la demande

L'économie de la demande est fondée sur le principe que la demande tire l'offre et est à l'origine de la croissance économique. Les défenseurs de l'économie de la demande sont les économistes du courant interventionniste. Ils pensent que les politiques économiques peuvent influencer le niveau de la demande dans l'économie, ce qui stimule à son tour la production. L'État peut, selon cette analyse, compenser les actions des agents privés – entreprises et ménages – pour atténuer voire éliminer les fluctuations de la demande ;

L'économie de l'offre est fondée sur le principe que *l'offre crée sa propre demande* (Say). Les défenseurs de l'économie de l'offre sont les économistes du courant libéral qui estiment vaines les tentatives pour stimuler la production par la demande. La production ne pourra augmenter que si les agents économiques qui en sont à l'origine y ont intérêt. Ceci suppose de libérer l'esprit entrepreneurial et les énergies créatrices. Les politiques dites de l'offre suggèrent que le seul objectif de l'action publique doit être d'accroître l'efficacité d'ensemble du système économique. Une partie de ces mesures vise à réduire certaines lourdeurs imputables à l'État lui-même.

Un exemple souvent caricatural de la divergence de point de vue entre économistes de la demande et économistes de l'offre porte sur les effets d'une augmentation des salaires. Les premiers, économistes de la demande, y voient le moyen d'augmenter les revenus, ce qui stimulera la consommation et la production. Les seconds, économistes de l'offre, y voient une source d'augmentation des coûts de production des entreprises qui n'ont d'autres possibilités

que d'augmenter les prix en conséquence, ce qui implique, dans une économie mondialisée, une perte de compétitivité préjudiciable à la croissance.

À NOTER • Les économistes de la demande, interventionnistes, pensent que l'État, en modifiant la demande adressée à l'économie, peut influencer la conjoncture. Les économistes de l'offre, libéraux, pensent que la liberté d'entreprendre et d'agir sont les meilleurs garants de l'efficacité économique. L'État doit seulement veiller à garantir cette liberté, notamment en se désengageant du système productif.